



# Turquie 2050

## Israël ; Irak ; participation des femmes

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

### ÉCONOMIE

#### Restrictions des exportations vers Israël, la face cachée d'un iceberg politique

Par l'équipe  
du Programme  
Turquie/Moyen-Orient  
de l'Ifri.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1008-8

© Tous droits réservés,  
Paris, Ifri, 2024.

Image : © Shutterstock.com

#### Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 : Israël ; Irak ; participation des femmes », *Repères sur la Turquie n° 19*, Ifri, avril 2024.

#### Ifri

27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15  
Tél.: (0)1 40 61 60 00  
E-mail: [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

[www.ifri.org](http://www.ifri.org)

**Le 9 avril, le ministère du Commerce de la République de Turquie a annoncé la mise en place d'un éventail de restrictions à l'exportation vers Israël.**

Elles portent sur 54 types de produits, dont les produits sidérurgiques, les produits pétroliers destinés au secteur aérien, les équipements de construction, machines, ciment, granit, ainsi que les produits chimiques et pesticides. Présentée par Hakan Fidan, le ministre des Affaires étrangères, comme une réaction au rejet par Israël d'opérations turques de largage humanitaire aérien au-dessus de la bande de Gaza, cette décision est la première sanction concrète prise par le gouvernement turc à l'encontre d'Israël depuis le début du conflit à Gaza en octobre 2023.

Cette décision fait écho à la rupture des relations militaires et industrielles entre les deux pays en 2010, à la suite de l'incident du *Mavi Marmara*, lorsque l'armée israélienne avait pris d'assaut une flottille internationale affrétée par l'organisation non gouvernementale (ONG) islamique turque

IHH (*İnsani Yardım Vakfı*) pour rompre le blocus israélien sur Gaza. Les relations diplomatiques entre les deux pays n'ont été complètement rétablies qu'en 2022. Malgré la persistance d'une rhétorique belliqueuse entre les deux pays, le volume des exportations turques vers Israël n'a cependant cessé d'augmenter au cours des dix dernières années : il est passé d'un peu moins de 3 milliards de dollars en 2013 à 7 milliards de dollars en 2022. Israël se plaçait alors au 9<sup>e</sup> rang des destinataires des exportations turques (TÜİK), couvrant 2,8 % du total, tandis que la Turquie était le 5<sup>e</sup> fournisseur israélien, avec 5,2 % du total (Central Bureau of Statistics, Israël).

En 2023 le volume des exportations turques vers Israël a diminué, atteignant 543 milliards de dollars (TÜİK), en raison d'un ralentissement des échanges au cours du dernier trimestre (TİM). Depuis le 7 octobre et le début de l'offensive israélienne à Gaza, le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) a affiché son strict soutien au peuple palestinien et multiplié les accusations à l'égard du gouvernement israélien. Si les récentes restrictions sont en cohérence avec la position diplomatique du régime turc actuel sur la question palestinienne et pour la défense du monde musulman sunnite, on peut penser qu'elles révèlent des arrière-pensées politiques domestiques. Lors du scrutin municipal du 31 mars, une partie de l'électorat islamiste a préféré le Nouveau parti de la Prospérité (*Yeniden Refah Partisi* – YRP) à l'AKP, notamment dans les provinces conservatrices de Şanlıurfa et Yozgat. Le YRP, lancé en 2018 par Fatih Erbakan, est l'héritier du Parti de la Prospérité (*Refah Partisi*) que dirigeait son père, Necmettin Erbakan, mentor islamiste d'Erdogan. Il a notamment structuré sa campagne électorale sur la faiblesse de la position de l'AKP à l'égard d'Israël, reprochant à des entreprises proches du gouvernement de ne pas avoir rompu avec l'État hébreu, telle l'entreprise minière Eti Maden, appartenant au fonds public *Türkiye Varlık Fonu*, et pointée du doigt pour avoir exporté des produits chimiques utilisés par l'armée israélienne. En durcissant ses pratiques, l'AKP tenterait donc ici de reconquérir son identité normative.

## DIPLOMATIE

### Coopération turco-irakienne : le PKK en ligne de mire

**Lundi 22 avril, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est rendu à Bagdad puis à Erbil, capitale du Kurdistan irakien. Cette visite historique s'inscrit dans une séquence de négociation entamée en mars dernier par la visite d'une délégation turque à Bagdad lors d'un sommet sécuritaire au cours duquel la Turquie avait mis la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), tout en haut de l'agenda.**

La Turquie qui cible régulièrement les positions du groupe kurde dans le nord de l'Irak prévoit d'intensifier ses opérations cet été. Cette visite présidentielle pourrait ouvrir une nouvelle ère pour la coopération entre Ankara et Bagdad, malmenée depuis de longues années par de nombreux litiges. Posant ensemble face aux défis sécuritaires régionaux, les deux voisins ont signé un accord de coopération stratégique assorti de 24 accords multisectoriels portant en particulier sur la sécurité, l'énergie et le commerce. Mais les priorités divergent et l'absence de ligne commune pourrait obérer leur mise en œuvre.

Principal moteur de la visite d'Erdogan : *a minima* l'obtention du blanc-seing irakien concernant les interventions de l'armée turque dans le nord du pays contre les bases du PKK ; et pour l'option maximaliste, la pleine collaboration des autorités irakiennes. Bagdad, de son côté, cherche avant tout à rétablir son autorité sur le territoire autonome kurde et ses ressources. Le gouvernement irakien avait jusqu'ici dénoncé à de nombreuses reprises les incursions répétées de l'armée turque et la multiplication des implantations militaires sur les terres du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), rendues possibles par le soutien du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) mené par le clan Barzani. En parallèle, Bagdad a obtenu gain de cause l'année dernière par un arbitrage international condamnant les exportations directes de pétrole mises en place depuis 2014 par le GRK vers le port turc de Ceyhan, sans l'accord du gouvernement central.

Cette décision avait entraîné une interruption des livraisons vers la Turquie. Il s'agit donc de poser maintenant des jalons légaux pour une nouvelle coopération turco-irakienne. L'accord signé sur la gestion conjointe des eaux du Tigre et de l'Euphrate, réelle priorité pour le Premier ministre irakien Mohammed Chia Al-Soudani, est considéré comme un levier pour la Turquie, qui a construit en amont plusieurs barrages réduisant le débit des deux fleuves en Irak. Mais le grand projet de « route du développement » pourrait constituer un véritable test de bonne volonté bilatérale. Lors de la visite du président turc, un mémorandum quadripartite a été signé par quatre ministres représentant la Turquie, l'Irak, le Qatar et les Émirats arabes unis. Ce couloir routier et ferroviaire de 1 200 kilomètres viserait à connecter le Golfe à l'Europe en passant par l'Irak et la Turquie, dont les économies en difficulté cherchent à attirer les investisseurs.

La courte étape d'Erdogan à Erbil, plus symbolique, était de nature à rassurer son allié du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) sur la sauvegarde de leur relation stratégique et la protection de l'autonomie régionale kurde. C'est en effet bien le rapprochement diplomatique entamé entre la Turquie et le GRK en 2009 avec l'ouverture d'un consulat turc à Erbil qui a permis de développer d'intenses relations commerciales avec l'Irak – intégré depuis dix ans dans le trio de tête des pays destinataires des exportations turques.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

### La participation politique des femmes, l'autre victoire du scrutin local

**La victoire du camp de l'opposition au scrutin local du 31 mars 2024, qui a surpris par son ampleur, apporte son lot de changements au paysage politique turc. L'augmentation du nombre de femmes à la tête d'une institution politique locale [il existe trois échelons : métropole *-büyükşehir-*, municipalité provinciale *-il belediyesi-* et district *-ilçe*] est une tendance importante : 10 des 11 candidates femmes élues à la tête de métropoles et municipalités provinciales sont issues de l'opposition (parti pro-kurde DEM et parti kémaliste CHP).**

La candidate pro-kurde Ayşe Serra Bucak Küçük a remporté la mairie de Diyarbakır, Ayşe Ünlüce (Parti républicain du peuple – CHP) s'est fait élire à Eskişehir, Candan Yüceer (CHP) à Tekirdağ et Özlem Çerçioğlu (CHP) a pris la tête d'Aydın. La candidate Gulistan Sönük du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM) l'a emporté à Batman avec 65 % des voix, face au candidat de HÜDA-PAR, parti islamiste kurde. À Üsküdar, district traditionnel de l'AKP, la candidate CHP Sinem Dedetaş a remporté la course. Figure prééminente de l'AKP, Fatma Şahin a quand elle été reconduite à la tête de la mairie de Gaziantep qu'elle dirige depuis 2014.

En 2019, 4 femmes seulement étaient parvenues à se faire élire à la tête de l'une des 81 provinces et 37, tout échelon local confondu (chiffres du *Yüksek Seçim Kurulu*, Conseil électoral supérieur) ; or, le mois dernier, 78 des 1 033 élus étaient des femmes, alors que seulement 11,51 % des candidats au scrutin local étaient des femmes (*KADER*, *YSK*). La Grande Assemblée de Turquie élue l'année dernière compte un peu moins de 20 % de femmes, contre 14,7 % au cours de la précédente législature.

Bien que lente, la progression de la représentation des femmes en politique se confirme donc en Turquie. Elle est avant tout portée par les partis progressistes de gauche. L'augmentation du nombre de femmes candidates et de femmes élues est d'abord le résultat de l'expérience du mouvement féministe kurde, la parité de genre demeurant un marqueur significatif des partis pro-kurdes. Les femmes y sont (re)présent(é)es à chaque échelon de la hiérarchie partisane, notamment depuis l'extension en 2014 du système de co-présidence (*eşbaskanlık*) à l'échelon municipal. Bien qu'un seul candidat soit officiellement enregistré afin de respecter la loi électorale, le parti pro-kurde place des binômes femme-homme sur chacune de ses listes. Sur les 78 femmes effectivement élues, 30 l'ont été cette fois-ci sur des listes DEM, 35 viennent du CHP, 10 de l'AKP, 2 du MHP, et l'une étant sans étiquette. Si la place des femmes dans l'appareil partisan du CHP augmente, elle reste proportionnellement encore assez marginale : le parti kémaliste n'a présenté que 9,7 % de candidatures féminines et les femmes ne représentent que 9,4 % des élus du parti, alors que 40 % des élus du DEM sont des femmes. La place des femmes dans le modèle de l'AKP est assez différente : la structure partisane compte cinq millions d'adhérentes et les femmes jouent surtout le rôle de main-d'œuvre militante au niveau local. Leur militantisme quotidien ne leur donne pas tellement accès aux postes de décision : seulement 2,36 % des candidats AKP étaient des femmes le 31 mars dernier.

Si l'opposition s'est félicitée de cette avancée de la participation politique des femmes, les questions de genre ont toutefois été globalement absentes des campagnes électorales de mai 2023 et mars 2024. L'électorat turc semble malgré tout souhaiter voir plus de femmes en politique. Depuis quelques années, les droits des femmes sont en net recul dans le pays : la Turquie s'est retirée en 2021 de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, les manifestations du 8 mars sont systématiquement interdites et le mouvement féministe est de plus en plus durement réprimé. L'ONG *We Will Stop Femicide* fait état de 315 féminicides et 248 morts suspects pour l'année 2023.